



## CHAPITRE 57

### LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*des sociétés coopératives agricoles.*

**2.** Le ministre de l'agriculture peut autoriser dans Formation  
(toute municipalité ou paroisse de) la province, la forma- de la société  
tion d'une ou de plusieurs sociétés ayant pour but l'un  
ou plusieurs des objets, ou tous les objets suivants: l'amé- Objets  
lioration et le développement de l'agriculture ou de l'une  
ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du  
beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente  
d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais com-  
merciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole,  
l'achat, la conservation, la transformation et la vente de  
produits agricoles, sous le nom que les fondateurs choisi-  
ront, pourvu que dans son ensemble tel nom ne puisse  
être confondu avec celui d'une autre société existante.  
S. R. (1909), 1971; 1 Geo. V (1911), c. 20, s. 1.

\* **3.** La société doit se composer d'au moins vingt-cinq Nombre de  
personnes qui signent une déclaration conforme à la for- sociétaires.  
mule 1. S. R. (1909), 1972.

**4.** Chaque société est de la nature d'une société par Nature de la  
actions, la responsabilité de ses membres ou actionnai- société.  
res étant limitée au montant de leurs mises respectives.  
S. R. (1909), 1973.

**5. 1.** Le montant de chaque action est de dix dol- Montant de  
lars, payables en quatre versements annuels égaux dont chaque ac-  
le premier pas plus tard qu'un mois après la date de la tion.  
souscription.

**2.** Une société coopérative agricole créée entre le 14 Remplace-  
février 1920 et le 29 décembre 1922, qui a émis des ac- ment de cer-  
tions de vingt dollars, peut, par un règlement adopté taines actions  
par l'assemblée annuelle ou spéciale des sociétaires, dé- de \$20.00 par  
~~\$~~ des actions de \$10.00.

cider de remplacer chacune de ces actions de vingt dollars par deux actions de dix dollars chacune et décréter qu'à l'avenir le montant des actions qui seront émises sera de dix dollars.

**Paiement des actions.**

3. La société peut décider, par règlement, que les actions, souscrites après son adoption, seront payables comptant ou en moins de quatre versements, et déterminer le montant de chacun.

**Paiement anticipé.**

4. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation, et l'intérêt peut lui être payé sur les montants versés par anticipation, pour le temps à courir de la date du paiement à celle de l'échéance.

**Confiscation des actions, etc.**

5. La société peut, deux mois après avis envoyé sous enveloppe recommandée au détenteur enregistré, à sa dernière adresse connue, confisquer sommairement toutes les actions sur lesquelles il n'a été fait aucun versement depuis deux ans, et disposer de telles actions de la façon que les directeurs prescrivent par règlement.

**Nombre d'actions, etc.**

6. Aucun sociétaire ne peut souscrire et détenir plus de cent actions du capital de la société.

**Actions requises pour être sociétaire.**

7. La société peut, par un règlement adopté à l'assemblée annuelle ou spéciale des sociétaires, exiger que, pour qu'une personne devienne sociétaire, elle souscrive au moins le nombre d'actions fixé par le règlement; mais elle ne peut pas exiger que pour devenir sociétaire une personne souscrive plus de dix actions.

**Cercles agricoles, etc., actionnaires.**

8. Les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture peuvent, avec la permission du ministre de l'agriculture, prendre des actions dans une société coopérative agricole.

**Société coopérative, actionnaire de la soc. coopérative fédérée.**

9. Une société coopérative agricole peut souscrire et acquérir des actions de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec en aussi grand nombre que la charte et le règlement de cette dernière le permettent.

**Souscription d'actions de la soc. coopérative fédérée, par une coopérative.**

10. Une société coopérative agricole, lorsque son bureau de direction a fait une convention à cet effet avec la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, est tenue de souscrire au capital de cette dernière société un nombre d'actions égal en valeur à la moitié de son propre capital payé, et de continuer ensuite à souscrire de nouvelles actions en proportion de la moitié des nouveaux versements qu'elle reçoit à son propre capital. S. R. (1909), 1974; 1 Geo. V (1910), c. 14, s. 1; 2 Geo. V, c. 20, s. 1; 8 Geo. V, c. 34, s. 1; 10 Geo. V, c. 25, s. 1; 13 Geo. V, c. 32, s. 1.

**Capital de la société.**

6. Le capital d'une société est variable. S. R. (1909), 1975.

**7.** Les actions sont nominatives et transférables en remplissant les formalités prescrites par les règlements de la société. Toutefois elles ne peuvent être transportées qu'à un cessionnaire accepté par le bureau de la société. S. R. (1909), 1976; 2 Geo. V, c. 20, s. 2. Transport des actions.

**8.** La déclaration doit être signée en double par les membres fondateurs devant un témoin. L'un de ces doubles est transmis au ministre de l'agriculture qui, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de cette société, fait publier sans délai dans la *Gazette officielle de Québec* un avis, selon la formule 2, de la formation de cette société, et un avis rédigé selon la formule 3 est sans délai envoyé au protonotaire du district et au registraire de la division d'enregistrement dans laquelle la société est constituée. S. R. (1909), 1977. Signature de la déclaration.  
Avis.

**9.** La société se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée dans l'article 3 et de toutes celles qui, par la suite, souscrivent des actions dans cette société. S. R. (1909), 1978. Composition de la société.

**10.** A compter de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, cette société devient une corporation sous le nom qui lui est donné dans cet avis. Constitution en corporation.

Du consentement du bureau de direction, le ministre de l'agriculture peut changer le nom de la société au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. Changement de nom.

La société a le pouvoir d'acquérir et de posséder des terrains, et elle peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais elle ne peut posséder plus de cinq cents acres à la fois. Pouvoir de posséder.

Elle peut avoir des bureaux d'affaires en différents endroits dans la province. S. R. (1909), 1979. Bureaux d'affaires.

**11.** La société est administrée par un bureau de direction composé de cinq directeurs. Trois d'entre eux forment un quorum. Les directeurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs à l'assemblée générale annuelle. Ils sont rééligibles. Bureau de direction.

Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à l'avis de convocation par écrit donné à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, par ordre du vice-président ou par deux membres du bureau de direction, six jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. Cet avis peut être donné par lettre recommandée à l'adresse de chaque directeur et déposé à un bureau de poste dans la province au moins six jours avant les assemblées. Convocation et ajournement des assemblées.  
Avis.

Lieu des assemblées.

Les directeurs peuvent tenir leurs assemblées au principal siège d'affaires de la société ou dans toute autre localité dans la province.

Pouvoir des directeurs de faire des règlements.

Les directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, des règlements pour la régie de la société et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements ne viennent pas en conflit avec ceux adoptés aux assemblées générales des ~~actionnaires~~ de la société. S. R. (1909), 1980; 1 Geo. V (1910), c. 15, s. 1.

Règlement concernant l'admission des sociétaires, etc.

**12.** La société, ou son bureau de direction, peut faire amender ou abroger, entre autres, des règlements concernant l'admission des sociétaires, le transport des actions et le maximum des actions qu'un sociétaire peut souscrire. S. R. (1909), 1980a; 2 Geo. V, c. 20, s. 3.

Pouvoirs généraux du bureau.

**13. 1.** Le bureau de la société, en conformité des dispositions de la présente loi et des règlements de la société, délibère, transige et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société, et notamment peut:

a) Régler les conditions particulières de tout contrat en veillant spécialement à ce que les intérêts de la société soient sauvegardés;

b) Emprunter des fonds, disposer, céder ou transporter, sous forme de garanties pour toute somme empruntée ou tout cautionnement fourni, les sûretés ou les biens de la société avec ou sans pouvoir de vendre ou avec toutes autres conditions spéciales jugées convenables et utiles;

c) Acquérir des animaux, des meubles et immeubles et les revendre;

d) Autoriser toute procédure légale et judiciaire;

e) Transporter, en tout ou en partie, à une institution financière ou à toute autre personne, aux conditions jugées convenables, les versements dus ou à échoir sur les actions souscrites par les sociétaires, comme sûreté subsidiaire du paiement de tout prêt fait à la société par billet ou autrement. Ce transport peut aussi être fait en faveur de toute personne, qu'elle soit directeur ou officier de la société ou non, qui se porte caution ou qui est déjà caution ou qui s'engage à être caution de la société pour l'accomplissement d'obligations assumées ou à être assumées par la société.

Tout transport fait en vertu du présent sous-paragraphe e peut être fait par acte notarié ou en double devant témoins et doit être enregistré. Il peut être signifié au moyen d'avis rédigés selon la formule 4 et adressés à chaque sociétaire par lettre recommandée. Le notaire ou l'huissier qui fait ainsi une signification

de transport en dresse un procès-verbal dont une copie ou un double est délivré à la société. Les certificats de recommandation signés par le maître de poste sont annexés à l'original du procès-verbal ou à l'un des doubles, et le notaire ou l'huissier n'est pas tenu d'en délivrer copies à la société. Toutefois l'huissier qui dresse un procès-verbal doit remettre le double qui contient les certificats de recommandation au cessionnaire.

Les parties qui consentent à l'annulation d'un tel transport doivent faire signifier aux sociétaires un avis de l'annulation de ce transport. L'avis de l'annulation est signifié en l'une ou l'autre des manières mentionnées dans l'alinéa précédent.

Tout cessionnaire qui prélève des versements en vertu d'un transport doit en donner un reçu en double, dont un exemplaire est remis au trésorier de la société. Mention de ce reçu doit être faite dans les livres de la société par le trésorier.

2. Le montant total des sommes empruntées ne doit <sup>Limitation</sup> jamais excéder quatre fois le montant des actions souscri- <sup>des emprunts.</sup> tes et celui du fonds de réserve. S. R. (1909), 1981; 2 Geo. V, c. 20, s. 4.

**14.** Toute société peut faire vendre par encan ou autrement, par toute personne licenciée ou non et sans <sup>Vente d'ani-</sup> paiement des droits exigés par la loi en pareille circon- <sup>maux de race</sup> stance, des animaux de race pure enregistrés qui lui ap- <sup>pure à l'en-</sup> partiennent, et ce, aux conditions fixées par le bureau <sup>can.</sup> de direction.

Toute société peut également faire vendre par encan, <sup>Vente du</sup> par toute personne licenciée ou non et sans paiement des <sup>beurre et du</sup> droits exigés par la loi en pareille circonstance, le beurre <sup>fromage à</sup> et le fromage appartenant à la société ou à quelqu'un ou <sup>l'encan.</sup> à quelques-uns des sociétaires, ou provenant de fabriques dont le propriétaire ou le fabricant sont membres de la société, et tous les autres produits agricoles. S. R. (1909), 1981a; 1 Geo. V (1910), c. 14, s. 2; 1 Geo. V (1910), c. 15, s. 2; 8 Geo. V, c. 34, s. 2.

**15.** La société peut recevoir des primes de conser- <sup>Primes de</sup> vation des sociétés d'agriculture, des cercles agricoles, <sup>conservation.</sup> des syndicats d'élevage ou des diverses sociétés pour la fabrication de produits laitiers, pour l'usage d'animaux reproducteurs de race pure enregistrés, aux conditions à être arrêtées par écrit par les bureaux de direction de ces différentes associations.

Elle peut aussi ouvrir des concours d'animaux et ac- <sup>Concours d'a-</sup> corder des prix ou des primes de conservation. S. R. <sup>nimaux.</sup> (1909), 1981b; 1 Geo. V (1910), c. 14, s. 2.

Choix d'un président et d'un vice-président.

**16.** Le bureau de direction choisit annuellement parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président et un vice-président.

Le président et le vice-président du bureau de direction sont en même temps président et vice-président de la société.

Secrétaire-trésorier.

Le bureau de direction nomme un secrétaire-trésorier et fixe sa rétribution. S. R. (1909), 1982.

Gratuité des fonctions.

**17.** Les fonctions des membres du bureau de direction sont gratuites

Rétribution du président-gérant.

Le président peut néanmoins être nommé gérant de la société et toucher la rétribution fixée par le bureau de direction, à moins qu'un règlement de la société n'empêche cette nomination. S. R. (1909), 1983; 1 Geo. V (1910), c. 14, s. 3.

Vacances.

**18.** En cas de vacance dans le bureau de direction, les membres restant doivent remplir cette vacance pour le reste du terme. S. R. (1909), 1984.

Composition de l'assemblée générale.  
Lieu et époque de sa tenue.

**19. 1.** L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires.

Une assemblée générale doit être tenue chaque année le deuxième jeudi de janvier, ou tout autre jour du mois de janvier fixé par les directeurs, à dix heures du matin, au siège principal d'affaires, ou en toute autre localité à un endroit qui est indiqué par les directeurs. Elle élit les membres du bureau de direction et un vérificateur.

Première assemblée.

La première assemblée peut être convoquée en tout temps par deux sociétaires, au moyen d'un avis déposé au bureau de poste du principal siège d'affaires de la société, sous enveloppe affranchie, à l'adresse de chaque sociétaire au moins huit jours avant ladite assemblée.

Nominations de directeurs et d'un vérificateur.

Elle élit les premiers directeurs qui restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs, à l'assemblée générale et annuelle suivante. Elle nomme aussi un vérificateur.

Directeurs des sociétés coopératives.

Tout directeur d'un cercle agricole, d'une société d'agriculture, d'un syndicat d'élevage, d'une société pour la fabrication de produits laitiers ou de toutes autres sociétés coopératives, membres d'une société coopérative, peut être nommé directeur de cette société coopérative et il peut continuer à remplir cette charge jusqu'à l'élection de son successeur, même s'il cesse d'être directeur de son association.

Représentation des

Le président ou, à son défaut, le vice-président d'une société d'agriculture, d'un cercle agricole, d'un syndicat d'élevage, d'une société pour la fabrication de produits

laitiers ou de toutes autres sociétés coopératives, qui associations actionnaires. sont actionnaires, peuvent représenter ces associations aux assemblées générales des actionnaires de la société coopérative, et voter au nom des associations dont ils sont respectivement les représentants.

2. Les assemblées générales sont ensuite convoquées Convocation des assemblées générales subséquentes. par le président ou, à son défaut, par le vice-président, au moyen d'un avis adressé à chaque sociétaire par lettre affranchie au moins huit jours avant le jour fixé pour l'assemblée. S. R. (1909), 1985; 1 Geo. V (1910) c. 14, s. 4; 2 Geo. V, c. 20, s. 5; 8 Geo. V, c. 34, s. 3.

20. 1. Les dispositions des articles 34 et 36 de la Loi Dispositions applicables. des cercles agricoles (chap. 55) s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, aux sociétés coopératives agricoles.

2. Si l'assemblée des sociétaires pour l'élection des directeurs et la nomination d'un vérificateur n'a pas eu lieu Avis au ministre si l'assemblée n'a pas eu lieu. dans le mois de janvier, ou que l'assemblée ayant eu lieu, il n'y a été fait aucune élection ou qu'il a été élu un nombre insuffisant de directeurs, il est du devoir du président de l'élection ou du secrétaire-trésorier de la société d'informer le ministre de l'agriculture de l'existence de ces faits, par lettre adressée au ministre dans les trente jours qui suivent le mois de janvier. Il est permis à tout sociétaire de donner cette information au ministre. Le ministre, aussitôt que la connaissance de ces faits lui est parvenue, peut ordonner, en tout temps, une Devoir du ministre dans ce cas. élection, prescrire la date, le mode et le lieu de convocation de l'assemblée générale des sociétaires et régler tous les détails nécessaires à cette élection tenue pour élire les directeurs qui auraient dû être élus dans le mois de janvier et pour procéder à la nomination d'un vérificateur.

Un sociétaire ne peut voter qu'une fois, quel que soit le nombre de ses actions. Droit de vote. Pour exercer son droit de vote, le sociétaire doit avoir souscrit une ou plusieurs actions au moins trois mois avant l'assemblée, et avoir payé, au moins trois jours avant l'assemblée à laquelle il veut exercer ce droit, tous les versements annuels échus sur son action ou ses actions; mais à la première assemblée générale qui suit la formation de la société, le sociétaire peut néanmoins voter, quelle que soit l'époque de la souscription de son action ou de ses actions avant cette assemblée.

Aucun sociétaire ne peut se faire représenter aux Représentation aux assemblées. assemblées générales ou spéciales de la société par un des officiers ou employés de cette dernière et toutes les procurations données à un officier ou à un employé

de la société sont nulles. S. R. (1909), 1985a; 5 Geo. V, c. 32, s. 1; 8 Geo. V, c. 34, s. 4; 10 Geo. V, c. 25, s. 2.

Décisions de l'assemblée générale.

**21.** L'assemblée générale rend ses décisions à la simple majorité des voix; en cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Pouvoir de faire des règlements.

L'assemblée générale peut faire des règlements pour l'administration générale de la société et tous autres règlements nécessaires, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois de cette province. Des assemblées générales spéciales peuvent aussi être convoquées par le président ou le vice-président, selon le cas, sur décision du bureau de direction. S. R. (1909), 1986; 5 Geo. V, c. 32, s. 2.

Comptes de la société.

**22.** Les comptes de la société sont tenus par le secrétaire-trésorier sous le contrôle du bureau de direction et sont vérifiés par le vérificateur.

Clôture des comptes.

Les comptes de la société sont arrêtés tous les ans au 31 décembre.

État des affaires.

Après la clôture de l'exercice et pendant la première semaine de janvier, un état des affaires de la société est préparé et attesté par le secrétaire-trésorier. Une copie de cet état doit être transmise au ministre de l'agriculture avant le 15 février de chaque année. S. R. (1909), 1987; 8 Geo. V, c. 34, s. 5.

Défaut de transmettre l'état.

**23.** Si, après cette date, une société a négligé ou refusé de transmettre cet état, elle encourt une pénalité de cinq dollars pour chaque jour qu'elle continue d'être en défaut; et tout directeur ou gérant de la société qui autorise ou permet sciemment et délibérément ce défaut, encourt la même pénalité. S. R. (1909), 1987a; 10 Geo. V, c. 25, s. 3.

Contenu et approbation de l'état.

**24.** Cet état doit être approuvé par le vérificateur et contenir:

1° La liste des sociétaires existant au 31 décembre, le nombre d'actions souscrites et le montant payé par chaque actionnaire;

2° Un état succinct de l'actif et du passif de la société;

3° Un état des opérations de l'année avec indication des profits et pertes;

4° Tous autres renseignements exigés à cette fin par les règlements de la société. S. R. (1909), 1988.

Fixation des bénéfices.

**25.** L'assemblée générale, se basant sur ce compte rendu, détermine le montant des bénéfices dont elle fait la répartition.



La société peut avoir un fonds de réserve. Tant que <sup>Fonds de</sup> ce fonds n'est pas égal au capital souscrit, le total des <sup>réserve.</sup> dividendes répartis ne doit pas excéder six pour cent du capital payé.

Lorsque la société a un fonds de réserve égal ou supérieur au capital souscrit, elle peut, après avoir payé des <sup>Répartition</sup> dividendes à un taux ne dépassant pas huit pour cent <sup>des bénéfices.</sup> sur le capital payé et avoir gardé pour le fonds de réserve au moins dix pour cent des bénéfices, répartir le surplus des profits entre les sociétaires en proportion de leurs opérations avec la société, d'après la base établie par la société ou le bureau de direction. Cette base peut être le montant payé par chaque sociétaire pour ses achats de la société; ou le montant payé par chaque sociétaire pour la conservation ou la préparation ou la transformation des produits de sa ferme ou de ses troupeaux; ou le montant de la valeur de ces produits; ou le montant touché par chaque sociétaire pour les produits de sa ferme ou de ses troupeaux, lorsque ces produits sont vendus à la société ou par son entremise; ou tous ces montants réunis ou quelques-uns d'eux, selon l'état et la répartition approuvés par les directeurs dont la décision à ce sujet est finale et définitive. Une société s'occupant de l'achat et de la vente de produits laitiers peut payer des dividendes à un sociétaire, fabricant ou propriétaire d'une fabrique, en raison des produits laitiers de cette fabrique vendus à la société ou par son entremise.

Un sociétaire qui achète de la société des produits des <sup>Sociétaire qui</sup> sociétaires vendus à la société ou par son entremise, ou <sup>n'a pas droit</sup> préparés ou transformés par elle, n'a pas droit à des <sup>aux divi-</sup> dividendes sur ces achats. <sup>dendes.</sup>

La société a le droit de retenir, pour le recouvre- <sup>Retenue des</sup> ment de toute somme à elle due par un actionnaire, à <sup>dividendes</sup> quelque titre que ce soit, tous deniers qu'elle peut devoir <sup>en certains</sup> à cet actionnaire à titre de dividende, répartition de <sup>cas.</sup> bénéfices, ou autrement. S. R. (1909), 1989; 2 Geo. V, c. 20, s. 6; 8 Geo. V, c. 34, s. 6.

**26.** Le ministre de l'agriculture peut, en tout temps, <sup>Examen des</sup> faire examiner par un de ses employés les livres et les <sup>livres, etc.</sup> comptes d'une société coopérative agricole.

Les officiers de toute telle société, lorsqu'ils en sont <sup>Obligations</sup> requis, doivent soumettre ces livres et ces comptes à cet <sup>des officiers</sup> examen, et répondre véritablement et au meilleur de <sup>de la société.</sup> leur connaissance à toutes les questions qui leur sont posées à cet égard ou sur l'état financier de la société. S. R. (1909), 1989a; 4 Geo. V, c. 16, s. 1.

**Signature des contrats, etc.** **27.** Tous contrats, billets, chèques, mandats ou documents, liant la société, doivent être signés par le président ou le vice-président et par le secrétaire-trésorier, ou par tous autres officiers à ce dûment autorisés par une autorisation générale ou spéciale du bureau de direction. S. R. (1909), 1990; 2 Geo. V, c. 20, s. 7.

**Dissolution de la société.** **28.** Si une société cesse pendant deux ans d'être en opération, le ministre de l'agriculture peut, sur la demande du bureau de direction, la déclarer dissoute, réaliser ses biens, en employer le produit à payer les dettes de la société et diviser le reliquat de l'actif sur le passif entre les sociétaires au prorata des actions souscrites et payées. S. R. (1909), 1991.

**Responsabilité et cautionnement du secrétaire-trésorier.** **29.** Le secrétaire-trésorier de chaque société est responsable envers la société de tous les deniers qu'il a touchés en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant fixé par le bureau de direction, à la satisfaction du président et du vice-président.

**Renouvellement et forme du cautionnement.** Le cautionnement doit être renouvelé chaque fois que requis par la société, et peut être fait d'après la formule 5. S. R. (1909), 1992.

**Accès aux livres, etc.** **30.** Les livres et règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société, mais la société ou les directeurs peuvent, par un règlement, décréter quand et quel jour cette inspection peut être faite, pourvu qu'il y ait au moins un jour par mois pour cette inspection. S. R. (1909), 1993; 5 Geo. V, c. 33, s. 1.

**Exemption de taxes.** **31.** Les biens de la société sont exempts de toutes taxes du gouvernement. S. R. (1909), 1994.

**Exécution de la loi.** **32.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la présente loi.

## FORMULES

## 1.—(Article 3)

*Déclaration de société*

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'une société agricole à responsabilité limitée, sous le nom de "Société coopérative agricole de", avec sa principale place d'affaires à, dans le comté de, et qu'ils souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à, ce jour du  
mois de mil neuf cent.

Témoins	Nom	Prénoms	Résidence	Occupation	Nombre d'actions de \$20.00

S. R. (1909), 1994, formule A; 10 Geo. V, c. 25, s. 1.

## 2.—(Article 8)

*Avis de formation d'une société coopérative agricole publié  
dans la Gazette officielle de Québec*

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de

(ou selon le cas), sous le nom de "Société coopérative agricole de " et que son principal siège d'affaires est en

Le ministre de l'agriculture,

(Signature.)

S. R. (1909), 1994, formule B.

3.—(Article 8)

*Avis au protonotaire et au régistrateur*

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de (ou selon le cas), sous le nom de "Société coopérative agricole de ", dont le principal bureau est situé à

Le secrétaire,

(Signature.)

S. R. (1909), 1994, formule C.

4.—(Article 13)

*Avis de transport*

A , cultivateur, de la paroisse de , membre de la société coopérative agricole de Monsieur,

Avis vous est donné, par les présentes, par M. , notaire, (ou par M. , huissier) de , que, par un acte reçu devant M. , notaire, (ou en double devant témoins), le jour du mois de mil neuf cent , la société coopérative agricole de a transporté à , de , la somme de étant le verse-

ment deuxième, (troisième, *ou, selon le cas*) sur les actions que vous avez souscrites dans le capital de ladite société coopérative. Ce transport est ainsi fait comme sûreté subsidiaire pour le paiement d'un prêt (*ou d'un cautionnement*) consenti par ledit (ou que ledit s'est engagé à consentir).

Ce transport a été enregistré au bureau d'enregistrement du comté de , le jour du mois de 19 .

Daté à , le jour du mois de 19 .

(Signature.)  
notaire (*ou* huissier)

S. R. (1909), 1994, formule E; 2 Geo. V, c. 20.

#### 5.—(Article 29)

#### Cautionnement

Province de Québec, }

Nous  
résidant dans la de , et  
, résidant dans la de  
, cautions de , secrétaire-trésorier de la société coopérative agricole de ,  
reconnaissons respectivement devoir à ladite société, ce  
acceptant par son président et son vice-président, la  
somme de dollars, pour l'usage et profit  
de ladite société.

Et, par les présentes, nous nous obligeons conjointement et solidairement, nos hoirs et ayants cause, l'un de nous seul pour le tout, sans division ni discussion, au paiement fidèle et entier de la somme ci-dessus mentionnée en conformité de l'article 29 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 57 des Statuts réformés, 1925).

Le présent cautionnement est fait sous la condition suivante, savoir :

Advenant que ledit remplit et exécute bien et fidèlement tous les devoirs et obligations qui lui sont imposés en sa qualité de secrétaire-trésorier de la société coopérative agricole de , dans le comté de (*ou selon le cas*), et

